

Mutualisation des moyens hospitaliers : espoir ou vaine illusion ?

« Le déficit pourrait coûter 120 à 150 emplois. Faut-il ne pas remplacer, voire licencier ? Ce n'est pas aussi simple mais le contexte actuel est bien aux plans sociaux ».

Ces récents propos du Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal Eure Seine sont en complète rupture avec les discours lénifiants sur la nécessaire mutualisation des moyens.

La quasi totalité des établissements publics est en déficit, pénalisée par une tarification à l'activité (T2A) qui ne rétribue pas à leur juste valeur les activités prises en charge par les hôpitaux publics. Le gouvernement prétend accélérer le démantèlement des structures publiques à l'aide du projet de loi intitulé « Hôpital, Patients, Santé, Territoires ». Sous couvert de « Communautés Hospitalières de Territoire » il s'apprête à affaiblir les hôpitaux de proximité au profit d'hôpitaux pivots qui concentreraient les moyens restants, sans tenir compte des besoins sanitaires des populations.

Il ne faut pas être grand clerc pour prédire que la mutualisation des moyens sur Evreux-Vernon profiterait essentiellement à l'Hôpital pivot (Evreux) et plus encore peut être aux cliniques privées.

L'hôpital de Vernon réussit aujourd'hui à assumer ses fonctions d'hôpital de proximité.

Le service d'urgences accueille près de 23000 patients par an et la maternité effectue près de 1000 accouchements par an. Les services de chirurgie orthopédique et viscérale sont réputés et s'efforcent de répondre avec le maximum de compétence et d'efficacité aux besoins des usagers.

Maintenir ces services, c'est d'abord tout faire pour garder les obstétriciens et les chirurgiens et non leur reprocher d'avoir des activités trop « lourdes » et non « rentables ».

C'est favoriser leurs conditions de travail, et celles de leurs équipes. C'est maintenir l'ensemble des gardes actuelles sur Vernon. La défense du Centre Hospitalier de Vernon passe par à une mobilisation accrue du personnel hospitalier, du corps médical, des usagers et des élus que le gouvernement cherche à écarter de toute instance de décision.

L'ampleur et la rapidité du financement dégagé pour répondre à la crise engendrée par la spéculation financière montrent qu'il n'y a rien d'irréversible aux difficultés des hôpitaux mais qu'il s'agit là d'un choix de société.

L'affaire est trop grave pour la laisser aux seuls « experts » de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation. La population doit s'en emparer sans attendre.

Les élus communistes et républicains de
Vernon (Carole DEPUSET, Annick LE
GAC, Xavier AGUSTI, Emmanuel
COLLETIS, Jean-Luc LECOMTE)